

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

*Documents officiels*

CINQUIÈME COMMISSION  
52e séance  
tenue le  
lundi 17 mars 1997  
à 15 heures  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 52e SÉANCE

Président : M. SENGWE (Zimbabwe)

Président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES ACTIVITÉS  
DU BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE (suite)

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.5/51/SR.52  
30 décembre 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES ACTIVITES DU BUREAU DES SERVICES DE CONTROLE INTERNE (suite) (A/50/945, A/50/1004, A/50/1005, A/51/432, A/51/530 et Corr.1, A/51/801, A/51/802, A/51/804 et A/51/810)

1. M. PASCHKE (Secrétaire général adjoint aux Services de contrôle interne), présentant les rapports figurant dans les documents A/51/801, 802, 804 et 810, déclare que le rapport du Secrétaire général sur le renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les fonds et programmes opérationnels (A/51/801) est présenté conformément à la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale.

M. Paschke souligne que le rapport, bien qu'il ait été préparé par le Bureau des services de contrôle interne, est un rapport du Secrétaire général. En outre, la préparation du rapport a été retardée du fait qu'il a fallu consulter les organes directeurs des différents fonds et programmes.

2. D'emblée, le Bureau s'est employé activement à faire participer les différents fonds et programmes à toutes les principales étapes du processus de rédaction. Les données concernant les mécanismes de contrôle existants ont été rassemblés à la source même et vérifiés à différentes étapes auprès des entités intéressées. En janvier 1996, le Secrétaire général a fait parvenir un projet de rapport aux chefs de secrétariat des fonds et programmes et les a priés de consulter leurs organes directeurs, selon qu'il conviendrait. Le Bureau a reçu des réponses de tous les chefs de secrétariat, qui ont fait connaître leurs vues et celles exprimées par leurs organes directeurs. Les informations reçues en retour ont, pour l'essentiel, confirmé l'approche et les recommandations du projet de rapport. L'on trouvera à l'annexe IV de celui-ci de plus amples détails sur le processus de consultation.

3. Le rapport fait apparaître que les mécanismes de contrôle interne sont plus ou moins rigoureux au sein des différentes institutions et qu'il existe un certain nombre de lacunes auxquelles il faut remédier, dont l'une des principales tient à l'absence de véritables services d'enquête au sein de la plupart des fonds et programmes. Le rapport propose que les procédures et les mécanismes de contrôle existant au sein des institutions soient renforcés et portés aux normes établies par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/218 B et que les institutions intéressées remédient aux lacunes constatées en créant un service de contrôle ou en demandant l'assistance du Bureau, auquel cas il faudrait trouver un moyen de financer la charge de travail supplémentaire que cela représenterait pour ce dernier. Le rapport recommande une approche comportant trois volets. Premièrement, il faudrait mettre en place au sein de chaque institution des lignes de communication horizontales efficaces entre les mécanismes existants de contrôle interne, et les lignes verticales de rapports hiérarchiques avec la direction générale devraient être clairement définies et raccourcies. Deuxièmement, les services existants de contrôle interne, ainsi que la direction des fonds et programmes, devraient accorder une attention accrue à la nécessité de donner suite immédiatement aux recommandations formulées et de les appliquer sans tarder. Troisièmement, les services de contrôle interne devraient relever directement des organes directeurs respectifs, par l'entremise du chef de secrétariat. En outre, il est suggéré dans le rapport que le Bureau des services de contrôle interne, dans son rapport

/...

annuel, communique à l'Assemblée générale des informations sur la situation du contrôle au sein des différents fonds et programmes opérationnels.

4. Cette approche suit de près le canevas indiqué dans la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale; aucun élément nouveau n'y a été ajouté et certains éléments qui n'ont pas été jugés nécessaires dans le contexte des fonds et des programmes ont été omis. L'objectif ultime est de créer un cadre commun de contrôle dans l'ensemble du système des Nations Unies. M. Paschke pense que cette approche, lorsqu'elle aura été approuvée par l'Assemblée générale, donnera aux Etats Membres l'assurance que les ressources qu'ils fournissent aux différents fonds et programmes sont utilisées efficacement et que les produits sont réalisés de manière à maximiser les ressources disponibles. Le renforcement des mécanismes de contrôle interne permettra également à l'administration de mieux s'acquitter de ses tâches et de ses responsabilités en la matière.

5. L'analyse des pratiques d'externalisation suivies à l'Organisation des Nations Unies (A/51/804, annexe) a été entreprise comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/214. Elle porte sur les opérations au Siège et dans les bureaux extérieurs ainsi que sur un certain nombre de missions de maintien de la paix. Le Bureau des services de contrôle interne a vérifié directement plus de 25 marchés et contrats d'une valeur de plus de 100 millions de dollars. Il considère que l'externalisation, si elle est gérée comme il convient, peut être un moyen viable d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des activités et d'en réduire les coûts ainsi que de fournir à l'Organisation les compétences supplémentaires dont elle a besoin pour compléter celles de son personnel. L'externalisation peut également permettre aux directeurs de programmes de centrer leur attention sur les activités de fond et ainsi de mieux réaliser les tâches principales de l'Organisation. Les principales conclusions et recommandations formulées à l'issue de l'analyse sont indiquées dans le résumé qui figure au début du rapport. Il conviendrait de mettre au point des directives générales assurant l'efficacité de la gestion des opérations d'externalisation dans tous les secteurs de l'Organisation; rares sont les directeurs de programmes qui sont capables de préciser dans quelle mesure les résultats visés par l'externalisation ont été atteints; une bonne pratique de l'externalisation est conditionnée en grande partie par une bonne connaissance des mécanismes d'achat de la part des responsables; il a été relevé plusieurs cas d'inobservation des procédures de passation des marchés; et il faudrait créer au sein du Département de l'administration et de la gestion un centre de liaison chargé de déterminer dans quel domaine il pourrait être intéressant de pratiquer l'externalisation. Le Bureau des services de contrôle interne est parvenu à la conclusion que l'externalisation était une stratégie qui permettrait d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des activités de l'Organisation et que celle-ci devrait envisager sérieusement de généraliser ses pratiques dans tous les cas où cela serait justifié par une analyse des coûts et des avantages. Toutefois, même si ces recommandations sont appliquées, il faudra, si l'on veut tirer de l'externalisation les avantages escomptés, veiller à ce que la sous-traitance soit soumise à un processus rigoureux de contrôle et d'évaluation.

6. L'audit des services de restauration au Siège (A/51/802, annexe) a été réalisé comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/214. Le Bureau des services de contrôle interne a passé en revue

/...

l'arrangement conclu avec le contractant et le contrôle exercé par l'Organisation sur les performances de ce dernier; il a constaté que l'objectif fixé par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/67, à savoir que les services de restauration devraient être capables d'équilibrer leurs budgets avec leurs ressources propres n'avait pas été atteint parce que l'Organisation continuait de prendre à sa charge des coûts considérables comme ceux de la fourniture et de l'entretien des installations, mais elle n'avait pas pu déterminer le montant de ces coûts, les données nécessaires n'étant pas disponibles. Le contractant, avec des investissements d'équipement limités, a réalisé un bénéfice de plus de 12 millions de dollars pendant la période 1986-1996, tandis que l'Organisation a continué de subventionner les services de restauration. Le Bureau des services de contrôle interne estime que l'Organisation aurait pu obtenir une juste part des bénéfices réalisés ou se faire rembourser ses coûts si des clauses à cet effet avaient été incorporées dans le contrat. De plus, une analyse comparative des services de restauration au Siège de l'ONU, au Bureau des Nations Unies à Genève et au Centre du commerce international a montré que les pratiques suivies étaient très différentes et qu'il n'y avait guère de coordination.

7. Le Bureau des services de contrôle interne recommande par conséquent de définir clairement les objectifs de l'Organisation pour les services de restauration; de recenser toutes les dépenses engagées par l'Organisation au titre des services et du matériel de restauration, et de mettre en place un mécanisme raisonnable et équitable de partage des bénéfices entre l'Organisation et le contractant. Il recommande en outre d'inclure dans le contrat, outre des indices de prix à la consommation, des critères d'assurance qualité. Il est heureux de noter que ces recommandations ont été reflétées dans le nouvel appel d'offres ou seront prises en considération lors de l'élaboration du nouveau contrat concernant les services de restauration au Siège de l'ONU.

8. Le rapport concernant le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), y compris l'Office des Nations Unies à Nairobi (A/51/810, annexe), soulève un certain nombre de questions touchant la gestion des programmes et les pratiques administratives du PNUE et décrit les principaux problèmes rencontrés par l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN) qui vient d'être créé. Les principales conclusions sont exposées dans le résumé qui figure au début du rapport et les conclusions détaillées apparaissent sous les rubriques correspondant aux chapitres II à VII du rapport. Il semble que le principal problème rencontré au PNUE tiende au fait que le rôle de l'Organisation et de ses programmes ainsi que les structures organisationnelles et de gestion et ses pratiques administratives ne sont pas clairement définies. De ce fait, il a fallu réduire les programmes, et le personnel est démoralisé. Le fait que les responsabilités ne sont pas clairement définies a eu des conséquences néfastes sur l'ensemble de l'environnement opérationnel. Les conclusions exposées dans le rapport portent à penser que le secrétariat du PNUE ne fonctionne pas dans un climat propice à l'efficacité et que les mécanismes internes d'orientation générale, de contrôle et d'administration ne sont pas satisfaisants.

9. La conclusion qui se dégage de l'audit de l'ONUN est que, l'Office n'a pas les capacités nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités, qui sont de fournir les services administratifs requis aux organismes des Nations Unies qui opèrent à Nairobi. Il importe par conséquent que le Département de l'administration et de la gestion se penche immédiatement sur ce problème.

/...

10. La mise en oeuvre des recommandations figurant au chapitre VII du rapport exigera des efforts résolus, une coopération et une réflexion sincères aussi bien de la part du personnel que de l'administration.

11. M. FARID (Arabie saoudite) rappelle que l'un des objectifs primordiaux de la gestion financière est d'économiser et d'utiliser au mieux les ressources. Un système global de contrôle interne englobant les liquidités, les immobilisations, les stocks, les engagements et les montants à recevoir revêt par conséquent une importance vitale si l'on veut éviter les erreurs et les fraudes. La délégation saoudienne se félicite de l'élaboration de normes à ce sujet par le Bureau des services de contrôle interne, qui a essentiellement pour mission de détecter les fraudes et les cas de mauvaise gestion à l'Organisation des Nations Unies. M. Farid considère que certaines des directives générales concernant le contrôle interne des liquidités qui devraient être incluses dans le manuel devraient notamment être que toutes les sommes en espèces reçues par le courrier soient comptabilisées avant d'être transférées à la Trésorerie; que toutes les sommes reçues soient déposées intactes chaque jour; que les fonctions de réception et de décaissement des liquidités soient totalement dissociées; et que la manipulation effective des liquidités soit totalement dissociée de la comptabilité.

12. La délégation saoudienne pense, comme le CCQAB, que les carences qui caractérisent les mécanismes de gestion des stocks empêchent l'Organisation et ses fonds et programmes de déterminer quel est effectivement l'état des stocks. Le Bureau des services de contrôle interne doit veiller à ce qu'il soit tenu des états adéquats des stocks et du matériel, avec indication du matériel dont il s'agit, de la date d'acquisition, de l'organisation à laquelle il appartient, de sa durée estimative de vie utile et de son taux d'amortissement, de l'amortissement annuel et de l'amortissement cumulé, des révisions apportées au rythme d'amortissement, de la valeur, de la valeur résiduelle estimative et des frais de réparation.

13. La délégation saoudienne se félicite des efforts qui sont déployés pour développer le système de gestion des avoirs, le Système intégré de gestion (SIG) et le système commun afin d'améliorer l'efficacité des mécanismes de contrôle interne et de renforcer le rôle d'audit du Bureau des services de contrôle interne. Elle se félicite aussi des rapports que ce dernier a présentés au sujet de la vérification des opérations d'achat exécutées par le Service des marchés et des achats, le Département des services d'appui et de gestion pour le développement, des Services de restauration au Siège et de la structure de gestion de l'élément civil des Forces de maintien de la paix des Nations Unies. La délégation saoudienne espère que le Bureau poursuivra ses efforts et établira d'autres rapports sur les services de l'Organisation qui génèrent des recettes, en particulier ceux dont les activités se sont soldées par des pertes substantielles.

14. M. REPASCH (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation se félicite de la série de rapports qu'a présentés récemment le Bureau des services de contrôle interne. D'une façon générale, ces rapports montrent que le Bureau accomplit effectivement le précieux travail de contrôle pour lequel il a été créé et fournit à l'Assemblée générale des informations indépendantes et objectives sur les programmes et les activités dont elle a demandé la réalisation. La délégation américaine continue d'appuyer le pouvoir qu'a le Bureau de mener ses

audits, inspections et enquêtes sur les activités des Nations Unies jusqu'à leur aboutissement, quel qu'il soit, et s'emploiera à faire en sorte que les recommandations formulées soient appliquées et que le Bureau soit doté des ressources dont il a besoin pour s'acquitter pleinement de son mandat.

15. Le rapport sur le renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les fonds et programmes opérationnels (A/51/801) constitue un cadre excellent pour renforcer les mécanismes de contrôle interne et acheminer les mesures à prendre à cette fin. La délégation américaine appuie toutes les recommandations formulées dans ce rapport et espère que les organisations intéressées y donneront la suite appropriée.

16. Le rapport sur la vérification des services de restauration au Siège (A/51/802, annexe) fait apparaître certains problèmes très fondamentaux dans la gestion des services de restauration; la délégation américaine est particulièrement préoccupée par les conclusions auxquelles le Bureau est parvenu touchant le contrat correspondant et se demande pourquoi le Secrétariat n'a pas inclus dans le contrat de dispositions relatives au partage des bénéfices, quelles sont les raisons qui expliquent les approches différentes appliquées au subventionnement des services de restauration à Genève et à New York et quelles sont les mesures adoptées pour faire apparaître clairement tous les coûts que supposent les services de restauration au Siège.

17. Dans son rapport relatif à l'examen des pratiques d'externalisation de l'Organisation (A/51/804, annexe), le Bureau est parvenu à la conclusion que l'Organisation n'est pas à même de tirer tous les avantages potentiels de l'externalisation. La délégation américaine est particulièrement préoccupée par les irrégularités qui ont été décelées en matière d'achats dans différents domaines, lesquelles devront être corrigées avant que l'Organisation ne puisse gérer efficacement des contrats d'externalisation.

18. Le rapport concernant le PNUE et les pratiques administratives de son secrétariat, y compris l'ONUN, brosse le tableau d'un programme qui lutte encore pour préciser sa mission et qui est confronté à une diminution constante de ses ressources. La délégation américaine est particulièrement préoccupée par les conclusions du Bureau concernant le recours excessif qui est fait aux consultants et la constitution d'un secrétariat pléthorique au sommet et peu efficace.

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/49/98 et Corr.1 et Add.1 et 2, A/49/418, A/49/471 et Corr.1, A/49/633, A/50/16, A/51/124-E/1996/44, A/51/674 et A/51/686 et Add.1 et 2)

19. M. YUSSUF (République-Unie de Tanzanie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, déclare que, conformément aux dispositions de la résolution 51/221 de l'Assemblée générale, il importe de renforcer le rôle du mécanisme intergouvernemental dans l'examen des mesures d'efficacité. A cet égard, le Secrétaire général devrait présenter ses propositions concernant l'amélioration de l'efficacité du Secrétariat dans les domaines qui ont un impact sur le budget-programme et la réalisation des autres mandats donnés par l'Assemblée générale. Le Secrétaire général devrait également présenter à l'Assemblée, à la reprise de sa cinquante et unième session, un rapport exposant ses vues

/...

concernant la contribution que le Bureau des services de contrôle interne et le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité pourraient apporter à l'amélioration de l'efficacité du Secrétariat. Il faudrait qu'un dialogue systématique soit instauré entre le Secrétariat et les Etats Membres au sujet des mesures adoptées dans ce domaine. En outre, des informations mises à jour touchant les structures ou mécanismes dont dispose actuellement le Secrétariat pour améliorer l'efficacité devraient être communiquées à la Cinquième Commission à la session en cours pour lui permettre d'évaluer les efforts déployés pour empêcher les chevauchements d'efforts et doubles emplois. Le Secrétaire général devrait respecter les prérogatives de l'Assemblée générale dans le cadre du processus d'amélioration de l'efficacité du Secrétariat.

20. Toute résolution adoptée devrait comprendre des propositions détaillées visant à renforcer tous les mécanismes de contrôle conformément à la décision 47/454 de l'Assemblée générale et à ses décisions et résolutions ultérieures, et en particulier à sa résolution 48/218 B. La résolution à adopter devrait tendre à renforcer le Comité du programme et de la coordination (CPC) en tant qu'élément faisant partie intégrante du processus budgétaire envisagé dans la résolution 41/213. Le CPC devrait continuer d'être le principal organe intergouvernemental responsable en matière de planification, de programmation et de coordination, comme cela a été réaffirmé dans la résolution 51/219 de l'Assemblée générale. Le Groupe des 77 et la Chine présenteront des propositions détaillées à ce sujet lors des consultations officielles. Le rôle d'évaluation du CPC devrait être renforcé pour lui permettre de se prononcer systématiquement sur l'utilité, l'efficacité, l'efficience et l'impact des activités de l'Organisation, compte tenu de leurs objectifs. Le rôle de coordination du CPC devrait être renforcé lui aussi, en particulier en ce qui concerne les plans d'action de l'ensemble du système dans le contexte du plan à moyen terme pour la période 1998-2001. Le CPC devrait continuer d'analyser en profondeur le rapport du Comité administratif de coordination (CAC), qui n'est pas examiné par le Conseil économique et social. Le rapport du CAC devrait faire une plus large place aux questions de fond et être davantage orienté vers l'action et comporter des informations plus détaillées sur les activités de ses organes subsidiaires. Le CPC devrait également superviser le suivi donné à la partie de la session du Conseil économique et social consacrée à la coordination.

21. Par ailleurs, la composition du Comité des commissaires aux comptes devrait refléter plus fidèlement la composition de l'Assemblée générale et regrouper les différents systèmes comptables. Le rôle d'enquête du Comité en cas de fraudes et de mauvaise gestion devrait être renforcé.

22. Le Groupe des 77 et la Chine souscrivent aux observations formulées par le Corps commun d'inspection (CCI) dans le document A/51/674 et demande que des mesures concrètes soient adoptées à ce sujet. En particulier, des mesures devraient être adoptées immédiatement pour assurer l'indépendance opérationnelle et budgétaire du CCI, et le Secrétaire général devrait se mettre en rapport à ce sujet à la Cinquième Commission pendant la partie en cours de la reprise de la session, conformément au mandat envisagé au paragraphe 65 de la section III de la résolution 50/214 de l'Assemblée générale. Le Groupe des 77 et la Chine présenteront des propositions plus détaillées à ce sujet lors des consultations officielles.

23. Les fonctions distinctes et séparées des mécanismes externes et internes de contrôle devraient, comme souligné dans les résolutions 48/218 A et B et 50/233 de l'Assemblée générale, être reflétées clairement dans la résolution qu'adoptera la Commission. Il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la complémentarité du rôle de ces mécanismes.

24. Mme SILOT (Cuba) rappelle que la procédure budgétaire esquissée dans la résolution 41/213 de l'Assemblée générale a eu pour but de garantir la stabilité financière de l'Organisation. Or, cela s'avère extrêmement difficile compte tenu du chantage financier auquel se livre le plus gros contribuant en dépit des engagements qu'il a pris aux termes des trois derniers alinéas du préambule de ladite résolution. Le fait qu'aucun rapport n'a été présenté sur la mise en oeuvre de cette résolution a également compromis les efforts déployés pour mettre l'Organisation mieux à même de s'acquitter efficacement de sa mission dans les domaines politique, économique et social, comme envisagé au cinquième alinéa du préambule de la résolution. La délégation cubaine n'est pas certaine que l'examen des questions qu'a renvoyées à la Cinquième Commission le Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies constitue une utilisation appropriée et efficace des ressources allouées aux services de conférence, surtout si l'on considère qu'il importe au plus haut point d'éviter les doubles emplois. Comme il n'est pas impossible que le Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau adopte des décisions qui soient en fait incompatibles avec celles adoptées par l'Assemblée générale, Mme Silot propose que toutes les questions administratives et budgétaires dont traite actuellement le Groupe d'experts, y compris l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation et la gestion des ressources humaines, soient analysées par la Cinquième Commission à la reprise de la cinquante et unième session.

25. La préoccupation qu'a causée à nombre d'Etats Membres la création du Conseil de l'efficacité et les mesures qu'il a adoptées ont débouché sur l'adoption des quatrième, cinquième et sixième alinéas du préambule et des paragraphes 16, 17 et 18 de la résolution 51/221 B de l'Assemblée générale. Lors d'une conférence de presse donnée le 13 février 1997 après l'adoption de cette résolution, le Secrétaire général a annoncé un train de mesures tendant à remplacer le Conseil de l'efficacité. La délégation cubaine demande au Secrétariat de fournir à la Commission des informations concernant le statut actuel du Conseil de l'efficacité, les mesures actuellement mises en oeuvre qui ont pour effet de modifier le niveau de ressources décidé dans le contexte du budget de l'exercice biennal 1996-1997 et les mandats adoptés par les organes délibérants au titre, entre autres, du point de l'ordre du jour relatif au plan des conférences, les mesures qui ont un impact négatif sur les Etats Membres, y compris en particulier celles qui ont pour effet de réduire le volume de la documentation concernant les services fournis aux Etats Membres, la façon dont le Secrétariat envisage de faire participer le Bureau des services de contrôle interne et le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité aux réformes de la gestion et à l'amélioration de l'exécution et de l'efficacité des programmes, la façon dont le nouveau système de renforcement de l'obligation redditionnelle et des responsabilités sera intégré aux audits actuellement réalisés en vue d'améliorer l'efficacité, les mesures qui ont été adoptées afin de rendre plus transparents les efforts entrepris par le Secrétariat pour améliorer l'efficacité et la façon dont les activités réalisées

par le Secrétariat tiennent compte des décisions par lesquelles l'Assemblée générale a approuvé le rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau (résolution 41/213), y compris le point de savoir si l'une quelconque des mesures adoptées va à l'encontre desdites décisions. La délégation cubaine demande au Secrétariat de préparer un document de séance résumant brièvement les principales mesures adoptées, leur impact budgétaire et l'effet qu'elles peuvent avoir sur les décisions adoptées par l'Assemblée générale. L'ensemble du processus de réforme doit être complètement transparent et devra aboutir à un dialogue plus étroit entre le Secrétariat et les Etats Membres, conformément aux prérogatives et aux responsabilités de chacun et aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

26. Pendant la session en cours, l'attention devrait porter principalement sur la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle externe, conformément à la décision 47/454 de l'Assemblée générale et à plusieurs de ses résolutions, dont sa résolution 48/218 B. Il faudrait s'attacher surtout à renforcer le rôle, les méthodes de travail et le fonctionnement des mécanismes de contrôle externe et à les doter des ressources humaines et financières nécessaires à cette fin. Dans son examen d'ensemble des mécanismes de contrôle externe, la Commission doit considérer le CPC comme le principal organe intergouvernemental responsable de la programmation, de la planification et de la coordination et lui accorder de plus larges responsabilités s'agissant de revoir et d'adapter le plan à moyen terme, en particulier à la lumière de la nouvelle présentation du plan. La délégation cubaine espère qu'il sera formulé des recommandations spécifiques tendant à rehausser le rôle du CPC dans l'évaluation et la coordination des activités à l'échelle de l'ensemble du système. Il faudrait analyser en détail aussi l'efficacité de ses méthodes de travail et de ses mécanismes décisionnels. Bien souvent, les échecs du CPC ne sont que le reflet des positions et de l'absence de volonté politique de certains des Etats Membres.

27. La composition du Comité des commissaires aux comptes devrait être élargie de manière que celui-ci représente tous les groupes régionaux et tous les différents systèmes comptables. Des ressources financières supplémentaires devraient être allouées au Comité pour lui permettre d'élargir la portée de ses vérifications. Il importe également de renforcer le rôle du Comité à l'égard du Bureau des services de contrôle interne. Le Comité doit superviser les activités de ce dernier, particulièrement lorsque des cas de mauvaise gestion et de fraudes ont été signalés.

28. L'Assemblée générale doit adopter des mesures spécifiques concernant la composition et la sélection des inspecteurs nommés au Corps commun d'inspection, l'indépendance budgétaire et opérationnelle du CCI et le renforcement de son secrétariat à la lumière du paragraphe 65 de la section III de la résolution 50/214 de l'Assemblée.

29. M. RIVA (Argentine) appuie la déclaration faite au nom du Groupe des 77 et de la Chine. L'examen par la Commission du rapport du Corps commun d'inspection sur les services communs au Siège de l'Organisation (A/51/686, annexe) est particulièrement important à un moment d'austérité financière. La délégation argentine apprécie l'avis indépendant rendu par le CCI, qui contribuera beaucoup à améliorer la gestion et les méthodes de travail de l'Organisation. S'il est souhaitable de réduire les coûts grâce à une coordination efficace et en évitant

les doubles emplois, l'organisation de services et de locaux communs risque de s'avérer difficile dans la réalité, notamment pour des raisons administratives.

30. La délégation argentine pense, comme le CCI, que rien ne s'oppose apparemment au regroupement des attributions non statutaires ou non centrales au Siège, pas plus qu'elle ne s'opposerait à ce que cela soit fait progressivement, comme proposé dans le rapport. Il va de soi que toute modification devra tenir compte de l'efficacité de chaque service par rapport à ses coûts et évaluer sa compétitivité par rapport à des fournisseurs de l'extérieur. Il importe que l'Assemblée inscrive la question des Services généraux au programme de réformes institutionnelles actuellement en cours et permette aux services communs de devenir un élément de la nouvelle culture de gestion du Secrétariat. Etant donné que des services communs au Siège devraient permettre d'appuyer de manière plus cohérente et plus efficace les activités de fond de l'Organisation, les recommandations du CCI concernant la formulation d'orientations générales et d'un plan d'exécution et le renforcement du rôle des services communs à l'échelle du système sont judicieuses. Elles devront être examinées dans le contexte des circonstances propres à chaque service, de ses avantages et de ses inconvénients et de sa priorité.

31. M. MARRERO (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation a écouté avec un vif intérêt les déclarations faites au nom du Groupe des 77 et de la Chine et celle de la représentante de Cuba. Certaines des idées avancées en vue de renforcer les mécanismes de contrôle de l'Organisation méritent d'être étudiées soigneusement et la délégation américaine est prête à participer à une analyse constructive de ces suggestions. Lors d'une séance tenue par la Commission la semaine précédente, la délégation des Etats-Unis a formulé une proposition tendant à renforcer davantage le CCQAB, qui portait notamment sur la question de sa composition. Cette proposition devrait être étudiée dans le contexte des discussions demandées par le Groupe des 77. M. Marrero espère par conséquent que des discussions officielles seront organisées à une date aussi rapprochée que possible.

La séance est levée à 16 h 20.